

La mission de l'armée était redéfinie. Tout d'abord, les auteurs de l'étude renouvelaient l'engagement de conserver une force de 1 100 militaires en Europe. De plus, une brigade et deux escadrons de *CF-18* basés au Canada pourront intervenir «partout dans le monde» et aussi être mis à la disposition de l'OTAN en cas de crise ou de guerre en Europe. Un bataillon restera prêt à rejoindre la force mobile (terre) du CAE de l'OTAN dans le nord de la Norvège. L'armée sera à même d'apporter son concours aux autorités civiles qui le lui demanderont. Enfin, elle devra pouvoir faire face «aux besoins de l'ONU dans ses opérations de stabilisation ou de maintien de la paix.»<sup>8</sup>

L'armée de l'air était relativement épargnée, les rédacteurs réaffirmant qu'elle devait exercer la surveillance et le contrôle du territoire national tout en continuant de collaborer avec les États-Unis en matière de défense du continent nord-américain. À la Réserve, qui devrait voir ses effectifs passer de 29 000 à 40 000, on promettait un rôle croissant en la faisant participer de plus en plus aux missions confiées aux trois armes. L'étude concluait :

Pour les Forces canadiennes, ce sont là des changements majeurs. Ils visent un résultat précis : les forces armées seront réduites, certes, mais mieux équipées. Cela est infiniment préférable à des forces plus nombreuses, mais sous-équipées.<sup>9</sup>

#### *Le budget fédéral de 1992 et les prévisions de la Défense nationale pour 1992-1993*

Dans ses prévisions pour 1992-1993, la Défense nationale a indiqué que, pour tenir compte de l'inflation, ses dépenses seraient supérieures à celles de l'année précédente, exclusion faite du financement spécial des opérations menées par les Forces canadiennes pendant la guerre du Golfe. Le budget présenté en février a mis en évidence plusieurs autres changements par rapport à ce qui figurait dans l'étude sur la défense parue en septembre 1991. On a avancé d'un an le retrait des forces terrestres et aériennes d'Europe et la BFC Lahr sera définitivement fermée en 1994. En outre, le Ministère a annulé le projet visant à laisser une force opérationnelle de 1 100 soldats en Europe, bien qu'il ait réaffirmé qu'un bataillon serait affecté à la force mobile du CAE, comme il en avait pris l'engagement, et que l'on préserverait la capacité d'envoyer outre-mer des forces terrestres et aériennes, conformément à ce qui avait été annoncé. En prévision de coupures dans le budget de la Défense au cours des années à venir, on a encore réduit les effectifs qui, de 76 000 (réduction

---

<sup>8</sup> Ibid., p. 7.

<sup>9</sup> Ibid., p. 8.